



## Torture en Libye: la réalité répugnante de la « libération » impérialiste

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 10 février 2012

[wsws.org](#) 10 février 2012

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

De multiples articles sur la torture dans les camps de détention dirigés par le nouveau régime libyen soutenu par l'impérialisme et les « rebelles » de l'OTAN démentent tous ceux qui, au nom des droits de l'homme et de la « libération » avaient justifié la guerre de l'année dernière.

A peine un peu plus de 100 jours se sont écoulés depuis l'assassinat par lynchage de l'ancien dirigeant de la Libye, Mohamed Kadhafi, un acte horrible qui avait marqué l'aboutissement de la guerre de huit mois menée par les Etats-Unis et l'OTAN. A l'époque, le président Barack Obama avait, depuis le jardin de la Maison Blanche, salué l'assassinat comme étant l'avènement d'« une nouvelle Libye démocratique. »

Les preuves et témoignages fournis au cours de la semaine passée par des groupes d'aide et des organisations de droits de l'homme donnent une tout autre image. Une guerre impérialiste criminelle se terminant par un meurtre brutal a, sans surprise, produit un régime de terreur, de torture et de répression.

Selon un rapport publié par Amnesty International (AI), « Des actes de torture sont perpétrés par des militaires reconnus officiellement et des organismes de sécurité ainsi que par une multitude de milices armées opérant en dehors de tout cadre légal. »

L'organisation a rapporté de nombreux cas de détenus ayant été torturés à mort. Elle a également rapporté avoir rencontré d'autres qui présentaient « des marques visibles de torture infligées au cours de ces derniers jours et semaines. » AI a poursuivi en disant : « Parmi leurs blessures il y avait des plaies ouvertes à la tête, aux membres, sur le dos et d'autres parties du corps. »

Les prisonniers sont « suspendus dans des positions de contorsion, battus des heures durant avec des fouets, des câbles, des tubes en plastique, des bâtons, des chaînes et des barres métalliques, on leur administre des décharges électriques à l'aide de câbles sous tension et de pistolets semblables à des Taser, » selon un rapport d'Amnesty. Un porte-parole de l'organisation a qualifié « d'effroyable » le fait que le Conseil national de Transition (CNT), soutenu par les Etats-Unis et l'OTAN, ne conduise pas une enquête et à plus forte raison ne prenne pas des mesures contre la torture.

Les conclusions d'Amnesty ont été étayées par la commissaire aux droits de l'homme des

Nations Unies, Navi Pillay, qui a récemment dit au Conseil de sécurité que la torture était largement répandue. « Il y a de la torture, des exécutions extrajudiciaires, des viols d'hommes et de femmes, » a-t-elle dit.

Pillay s'est dit tout particulièrement préoccupée par le sort des immigrés d'Afrique subsaharienne et des Libyens noirs qui ont été raflés par les milices car suspectés d'être des partisans de Kadhafi uniquement à cause de la couleur de leur peau.

Le groupe d'assistance médicale Médecins sans frontières (MSF) a retiré ses volontaires des centres de détention de la ville libyenne de Misrata parce qu'il leur avait été demandé de traiter les victimes de torture exclusivement dans le but de les mettre sur pied pour une nouvelle séance d'interrogatoire. « Notre rôle est de fournir des soins médicaux à des victimes de guerre et des détenus malades et pas de traiter sans cesse les mêmes patients entre des séances de torture, » a dit le directeur général de l'organisation, Christopher Stokes. Il a ajouté que MSF avait maintes fois soulevé cette question auprès des autorités libyennes, mais qu'aucune mesure n'avait été prise.

La brutalité et la torture infligées par les « rebelles » qui ont été portés au pouvoir par les bombardements de l'OTAN et les « conseillers » des forces spéciales ont provoqué le mois dernier un soulèvement dans la ville de Bani Walid où des citoyens ont pris les armes pour libérer des prisonniers et chasser la milice qui y avait été postée par le CNT.

Tous ces développements ont soigneusement été ignorés par la clique des organisations de « gauche » et les universitaires et journalistes libéraux qui ont joué un rôle tout à fait crucial en promouvant et en justifiant la guerre des Etats-Unis et de l'OTAN en faveur d'un changement de régime en Libye.

Il y a un peu plus d'un an, ils avaient mis en garde contre un soi-disant massacre imminent à Benghazi et critiqué la répression du régime de Kadhafi, et invoqué le concept de la « responsabilité de protéger » les civils comme justifications pour une intervention militaire menée dans l'ancienne colonie par les puissances impérialistes.

Des vauriens universitaires tels Juan Cole de l'université du Michigan, qui comptait sur sa réputation de critique de la guerre contre l'Irak pour vendre la guerre en Libye, ainsi que des groupes pseudo-gauches allant du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) en France au parti La Gauche (Die Linke) en Allemagne en passant par l'International Socialist Organization (ISO) aux Etats-Unis, ont tous fourni un service essentiel à l'impérialisme en soutenant les dirigeants « rebelles » pro impérialiste et en contribuant à toiletter une brutale intervention pour du pétrole et des intérêts géostratégiques en une croisade visant à protéger des civil et promouvoir la démocratie et les droits humains.

Le fait que ces pseudo-gauches et ces libéraux sont à présent capables de fermer les yeux sur la torture en Libye, et de lui fournir une couverture, a une signification indéniable. Cette couche socio-politique a résolument intégré le camp de l'impérialisme.

Leur politique reflète les intérêts des sections les plus nanties de la classe moyenne. Dans une situation de polarisation sociale sans précédent qui a été intensifiée par la crise capitaliste mondiale, ils se regroupent autour de leurs élites dirigeantes respectives et sont prêts à défendre toutes les méthodes nécessaires, quelles qu'elles soient, pour défendre leur régime. La Libye sert d'avertissement. Si cette couche et ces organisations acceptent la répression et la torture dans le but de faire valoir les intérêts de l'impérialisme à l'étranger,

ils n'hésiteront pas à soutenir des méthodes identiques pour confronter la classe ouvrière chez eux.

Article original en anglais, [WSWS](#), paru le 1er février 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2012

---

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)